

LE FIGARO

Magazine

INSOUFFRANT :
SOUS NOS
PIEDS, ON
CREUSE
LE PARIS DE
L'AN 2 000

DRAMATIQUE :
L'ARMÉE
FRANÇAISE
FACE AU
MARTYRE DU
RWANDA

FANTASTIQUE :
DELVAUX ET LE
SURREALISME

CE QUI A CHANGÉ
VOTRE ARGENT
ET LES VACANCES

RWANDA : LES LEÇONS DE L'INTERVENTION

On dit l'armée morose. Amère à la fois du rôle qu'on lui fait jouer au Rwanda, et de son manque de moyens pour le jouer. Elle est surtout sans états d'âme, répond un officier qui revient de Goma :

— C'est sans autre calcul que le sens du devoir que nous avons accompli notre mission au Rwanda. Avec, quoi qu'on en dise, efficacité et dévouement. Lorsque le massacre devient monstrueusement insupportable et que des enfants sont épluchés à la machette, on ne se demande pas s'il faut, ou non, intervenir. On agit.

Ce qui n'empêche pas, l'action passée, d'en tirer les leçons.

Et d'abord, fallait-il vraiment intervenir ?

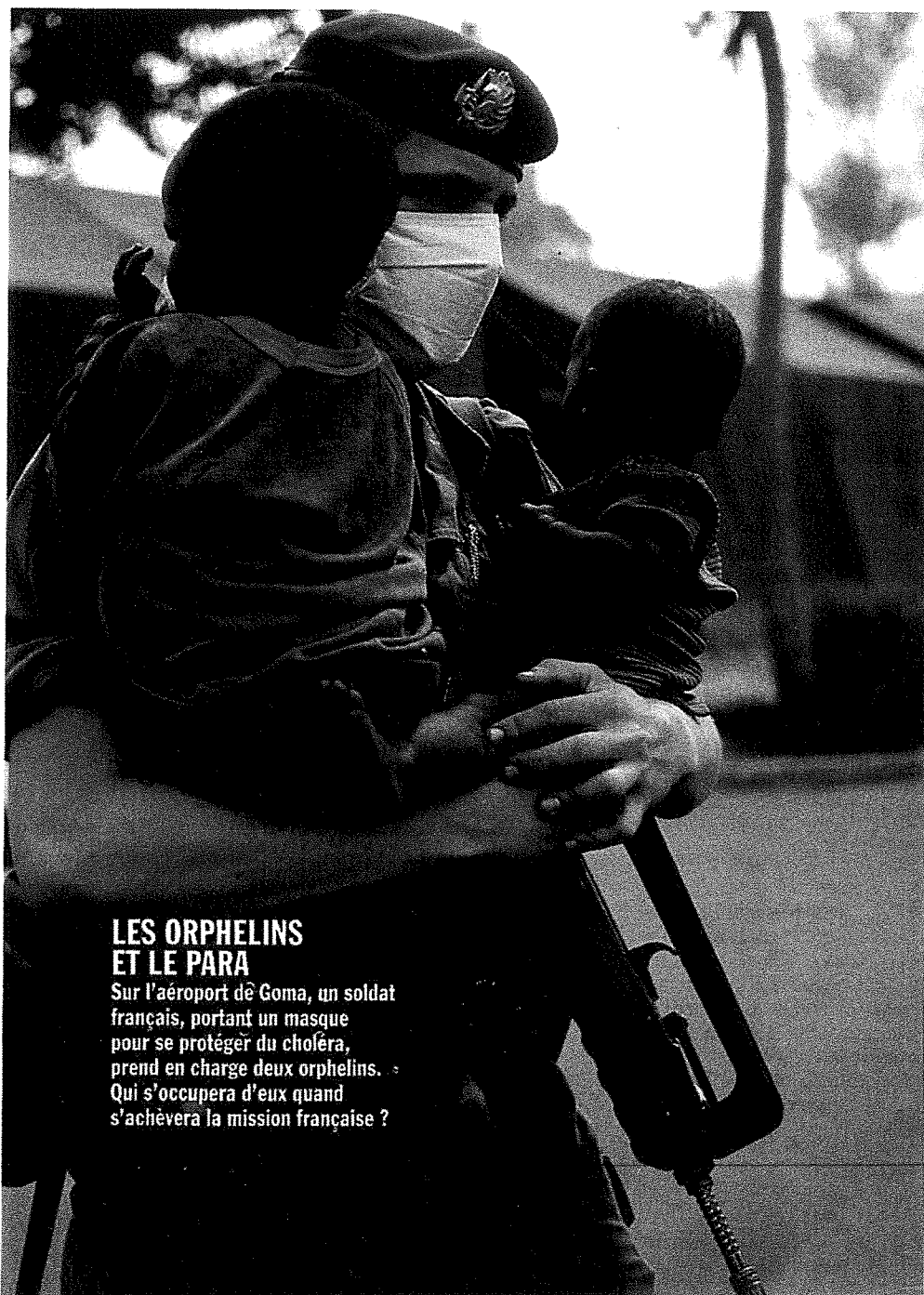
Pour Jacques Baumel, maire de Rueil-Malmaison et vice-président de la commission de la Défense à l'Assemblée, la réponse est simple :

— Le Rwanda vient de connaître la plus grande tragédie humaine depuis le génocide cambodgien perpétré par Pol Pot. Les milliers de vies sauvées justifient à elles seules l'envoi de notre corps expéditionnaire. Ça, c'est l'aspect humanitaire de la question. Mais au-delà de l'urgence de la situation rwandaise, il nous faut savoir si la France a les moyens et la volonté d'être le gendarme du monde. Nous ne pouvons tout de même pas, et d'ailleurs nous n'avons pas à nous mêler de toutes les batailles tribales en Afrique ! Ce qui se passe aujourd'hui au Rwanda peut se passer demain au Burundi, et même au Zaïre. Nous faudra-t-il intervenir encore une fois ? On ne peut pas se fixer une politique aussi activiste sans s'en donner les moyens.

Dans le drame rwandais, la position de la France est d'autant plus délicate que certains l'accusent d'avoir toujours soutenu l'ancien régime hutu. Mais aujourd'hui, le nouvel homme fort du gouvernement rwandais est le chef militaire du FPR tutsi : le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la Défense. Pour la France, est-ce une défaite ? Ses partenaires africains s'interrogent : pour la première fois et contre la volonté de Paris, un gouvernement rebelle prend le pouvoir dans un pays de l'Afrique francophone.

— Il faut bien avoir à l'esprit,

L'armée française peut-elle aujourd'hui quitter le Rwanda ? N'a-t-elle pas aggravé les problèmes par son intervention ? Les troupes d'élite étaient-elles les plus adaptées pour une mission humanitaire ? Jacques Baumel, vice-président de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, répond.



LES ORPHELINS ET LE PARA

Sur l'aéroport de Goma, un soldat français, portant un masque pour se protéger du choléra, prend en charge deux orphelins. Qui s'occupera d'eux quand s'achèvera la mission française ?

PHOTO STEELE PERKINS / AGENCIA



RWANDA

explique encore Jacques Baumel, que les soldats du FPR sont pour la plupart des anglophones réfugiés en Ouganda parfois depuis plus de vingt ans. En entrant au Rwanda, ils sont entrés dans un pays qu'ils ne connaissent pratiquement pas. Et ils y menacent la position privilégiée de la France.

Cette menace contre notre diplomatie serait-elle la véritable raison de notre intervention ?

Dans son bureau de l'Assemblée nationale, Jacques Baumel raconte, avec un mélange d'humour, de colère et de désenchantement, ce que personne ne sait encore : François Mitterrand voulait une intervention beaucoup plus brutale. L'objectif du président de la République : occuper l'ensemble du Rwanda. Installer nos troupes à Kigali !

L'impuissance est d'abord celle de l'ONU

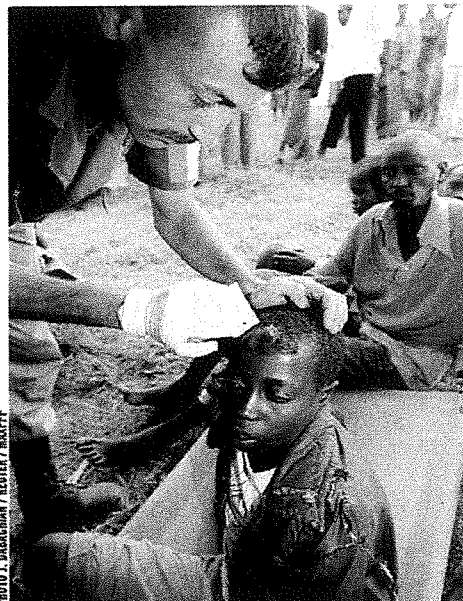
Enfin, dit Jacques Baumel, Edouard Balladur, François Léotard et l'amiral Lanxade, le chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT), ont réussi à imposer leur plan : créer une zone de sécurité limitée au sud-ouest du pays.

Sur le terrain, les meilleurs : légionnaires, parachutistes, commandos de marine.

— Mais je doute, tempère Baumel, que deux mille hommes, même d'élite, auraient pu faire quelque chose si les cinquante mille combattants du FPR avaient réellement décidé de nous attaquer. Et pourtant, sur le plan strictement militaire, l'opération Turquoise est positive. Sous l'impulsion de son gouvernement, la France a montré qu'elle a les moyens d'une intervention rapide et efficace. Les pays amis que nous avons sur le continent noir et avec qui, parfois, nous avons signé des traités d'assistance militaire peuvent être rassurés : nous venons de prouver que nous sommes encore capables d'agir en Afrique. Vite et bien.

Critique souvent entendue ces temps derniers : est-ce vraiment le rôle de corps d'élite que de « faire de l'humanitaire » ? Certes, c'est une vieille tradition de ce qu'on appelait jadis l'armée d'Afrique : creuser des puits, ouvrir des dispensaires, tracer des routes, soigner...

— Ce n'est pas du tout la même situation, la même envergure, corrige Jacques Baumel. On ne peut pas comparer des soins dispensés spontanément sur la route avec cette opération de masse. Est-ce qu'on a raison de demander à nos meilleurs soldats, formés dans un cadre conventionnel, de « faire de l'humanitaire » ? Je ne le crois pas. Et si on veut vraiment en « faire », pourquoi ne pas constituer un contingent spécialisé ? Ainsi, dans les pays nordiques, les militaires suivent une formation particulière avant de servir sous le casque bleu. Nos soldats d'élite ne peuvent être des gardes-malades,



Au Rwanda, dans la zone protégée, un médecin militaire soigne un jeune Tutsi blessé par une grenade.

des agents des pompes funèbres et des fossoyeurs ! Car enfin, à quoi servent aujourd'hui nos troupes ? A compter les coups, comme à Sarajevo. A distribuer des sacs de riz, comme en Somalie. A enterrer les cadavres, comme au Rwanda. Quel gâchis ! Ces missions humanitaires révèlent un désordre et une incohérence totale.

Cette impuissance est d'abord celle de l'ONU. Presque une condamnation de son rôle et de ses ambitions.

— L'ONU apparaît une fois de plus comme ce qu'elle est en réalité : une organisation internationale qui n'a pas les moyens de sa politique. Et qui se ridiculise : il

suffit qu'elle vote une résolution pour qu'un quart d'heure plus tard elle soit violée ! Et sur le terrain, les troupes des soldats de la paix sont presque complètement paralysées. Savez-vous qu'il est impossible de déplacer une section de casques bleus sans l'autorisation du ministre de la Défense de leur pays d'origine ?

La solution serait-elle alors de créer un corps permanent d'intervention ? Une espèce de police internationale constituée et toujours sur le qui-vive, prête à intervenir en permanence ?

— C'est impossible, tranche Jacques Baumel. L'ONU est incapable d'une telle politique. Elle n'en a ni les capacités de commandement, ni la volonté. En outre, il est pratiquement impossible que tous les Etats membres se mettent d'accord avant une intervention. Et notamment les pays du tiers-monde, qui confondent parfois ces missions avec des actions néo-coloniales. Enfin, l'ONU n'est pas capable d'assumer financièrement une troupe permanente. Aujourd'hui déjà, elle n'arrive pas à boucler ses fins de mois.

Ce sont les pays fournisseurs de soldats de la paix, et non elle, qui paient

les casques bleus.

Au Zaïre, au nord du lac Kivu, autour de la ville de Goma, dans les camps de Kilumba et Munigi, toute une population compte sur la générosité internationale. Deux millions de personnes, dit-on. Peut-être davantage. Presque le tiers de la population rwandaise. On y trouve refuge. On s'entretient encore parfois. Au fusil, à la machette. On meurt. Beaucoup. De faim, d'épuisement. De maladie, l'éternelle croqueuse d'enfants. Le choléra. Les organisations humanitaires, mais aussi les soldats français, font l'impossible. Pourtant, au début de cette semaine, le médecin épidémiologiste militaire Jean-Pierre

Boutin évaluait le risque de contagion : de cent cinquante mille à deux cent cinquante mille personnes risquaient d'être très rapidement touchés par l'épidémie de choléra.

Une solution : que les réfugiés regagnent le Rwanda, où les récoltes devraient commencer. Mais ils ne le font pas encore. Pas assez. Et la peur au ventre.

— C'est normal, explique Jacques Baumel, tous ces gens ont encore en tête l'horreur des derniers mois. Et en se réfugiant sous le drapeau français, ils se sont compromis. Maintenant, ils craignent des représailles terribles. En quittant ce pays, nous risquons de laisser derrière nous des personnes condamnées d'avance. Nous ne devons quitter le Rwanda qu'avec l'assurance qu'il n'y aura pas de représailles. Il faut que le premier ministre du gouvernement confirme ses promesses de paix civile. Sinon, c'est le Rwanda tout entier qui va disparaître.

Date butoir de retrait de nos troupes : le 22 août. Un retrait échelonné. Les hommes de la MINUAR (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda), du général canadien Roméo Dallaire, sont censés relever alors les soldats français dans la zone de sécurité. La relève devrait commencer dès ce dimanche.

Et qui oserait imaginer que ces casques bleus puissent être aussi impuissants que ceux de l'ex-Yougoslavie ?

Aujourd'hui, pour éviter le pire, restent les bonnes volontés. Ainsi, l'Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, la plus vieille (créée en 1867) et la plus importante association caritative française, vient de lancer un appel aux maires de France pour aider les orphelins du Rwanda. Jacques Baumel a été le premier à y répondre. Quatre cents petites victimes, âgées de un à quatorze ans, seront prises en charge pendant un an. Et scolarisées dans un village du Cameroun. Dans une école que Jacques Baumel et sa municipalité financent. En attendant d'en construire une deuxième, au Sénégal, cette fois. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MARIE MONTALI